Étrange situation que celle de la France d'aujourd'hui.

Le second tour de la présidentielle s'est joué autour de trois pôles incarnés par Emmanuel Macron (LREM), Marine Le Pen (RN) et Jean-Luc Mélenchon (Les insoumis).

Mais les trois formations politiques précitées ont pour caractéristique d'être peu représentées dans les exécutifs des régions, des départements et des communes et intercommunalités. Là, ce sont des représentants du Parti socialiste, des Républicains, des centristes et des écologistes qui exercent dans la grande majorité des cas les responsabilités.

Je tire plusieurs leçons de cette dichotomie.

1. Le « vote utile » a joué à plein. Et ce serait une grave erreur pour les trois protagonistes précités de croire que l'ensemble des électeurs qui se sont portés sur leur nom (ni même une majorité de ceux-ci) partagent leur programme ou leurs convictions.
2. Il est souhaitable que ce qui pourrait apparaître comme une rupture entre deux France se résorbe. Impossible de gouverner contre la France territoriale, à un moment où, justement, l'idée de « verticalité » du pouvoir est mise en cause.
3. Pour ce qui est des décisions relatives aux législatives, ne prendre pour référence que le résultat de la présidentielle serait une lourde erreur, en raison d'une part, des « votes utiles » massifs qui ont eu lieu, et, d'autre part, de la réalité des implantations locales. L'élection législative est une élection nationale... qui se fera dans 577 circonscriptions.

Jean-Pierre Sueur